

Visages politiques: István Mikola



István Mikola, ancien ministre de la santé dans

le gouvernement de Viktor Orbán, est une personnalité politique très controversée. Outre ses déclarations parfois scandaleuses, son activité en tant que ministre a divisé le gouvernement Fidesz.

Diplômé de l'Université Semmelweis de Budapest, István Mikola est spécialiste de médecine interne et des maladies infectieuses. Il a participé à l'identification en Hongrie de plusieurs de ces maladies. Ancien directeur général de l'Hôpital Szent László de Budapest et du Service national de la transfusion sanguine, il a également été président de l'Association hongroise des hôpitaux et fondateur de la Société hongroise de la Santé. Suite à la démission de son prédécesseur, il devient ministre de la santé début 2001 et, malgré son impopularité et ses nombreuses confrontations avec les organisations professionnelles, il est resté en poste jusqu'aux élections législatives en 2002. István Mikola a été fondateur et vice-président du parti chrétien-démocrate KDNP, mais il a adhéré au Fidesz en 2003. Depuis 2006, il est vice-président de la commission parlementaire de la santé.

En tant que ministre de la santé, István Mikola a essuyé de nombreuses critiques de la part des dirigeants d'hôpitaux et de la Chambre des médecins hongrois pour le sous-financement de certains établissements. Malgré les demandes régulières du Centre d'urgence et de traumatologie d'améliorer son financement, il a par exemple refusé d'augmenter les ressources de cet hôpital et a déclaré que «les soins traumatologiques doivent se faire dans des conditions quasi-militaires». Ses initiatives afin de permettre la privatisation de certains hôpitaux dans le pays ont également soulevé de vives critiques, non seulement dans les partis d'opposition,

mais aussi au sein du Fidesz. En effet István Mikola a fait passer une loi qui a créé la base juridique de la privatisation des hôpitaux. Mais les débats autour de cette loi ont été si nombreux qu'il a proposé sa démission à Viktor Orbán. Ce dernier l'a toutefois maintenu à la tête du ministère de la santé et István Mikola a finalement changé d'opinion peu après sur ce sujet. Il s'est ainsi fermement opposé à la privatisation des hôpitaux lorsque la coalition MSZP-SZDSZ a cherché à la poursuivre quelques années plus tard. Il s'en explique en disant avoir découvert que des spéculateurs étaient derrière ces transactions et que l'intérêt des citoyens exigeait plutôt que les hôpitaux restent dans le giron de l'État.

Il considère en outre que le budget pour l'année 2010 a créé "des conditions dramatiques" dans le système de santé et que les 4 milliards de HUF que le gouvernement a alloués en urgence à ce secteur l'automne dernier ne permet aux hôpitaux que de survivre à la grave crise qu'ils traversent. Selon lui, il faudrait déployer environ 90 milliards de HUF supplémentaires pour assurer le bon fonctionnement des établissements. Le nouveau gouvernement devra avoir pour priorité l'augmentation des dépenses dans le secteur de l'éducation, de la santé et des allocations sociales. Il a également fait savoir qu'un nouveau mode de financement devrait être introduit pour les hôpitaux, puisque le système actuel, selon lequel chaque établissement reçoit 70% du financement obtenu l'année précédente et 30% en fonction des soins qu'il réalise, crée trop d'incertitudes pour les hôpitaux. István Mikola considère qu'il faudra définir en début d'année la somme que chaque hôpital peut recevoir pour que les dirigeants puissent anticiper et planifier leurs dépenses à long terme. Selon lui, il faut repenser le système de la santé mais il peut être sauvé et aucun hôpital ne fermera ses portes si le nouveau gouvernement augmente le financement de ce secteur.

István Mikola n'a jamais bénéficié d'une grande sympathie de la part des membres du Fidesz mais, à la surprise générale, Viktor Orbán l'a nommé candidat au poste de vice-premier ministre à la veille des élections législatives de 2006. Lors de cette campagne, quelques-unes de ses déclarations ont provoqué l'indignation des autres partis. Il a par exemple envisagé que «si l'on pouvait donner la double nationalité aux 5 millions de Hongrois vivant dans les pays voisins, et s'ils pouvaient voter, tout s'arrangerait pour 20 ans», espérant ainsi que le Fidesz pourrait rester au gouvernement pendant plusieurs cycles électoraux grâce au soutien des Hongrois vivant à l'étranger.

Anna Bajusz

•

Catégorie

Agenda Culturel